

INDICATEURS ÉCONOMIQUES MENSUELS

Mars 1999

FAITS SAILLANTS

-  **La production a augmenté de 4,6 % (taux annuel) au cours du quatrième trimestre, pour rebondir après la croissance lente enregistrée au milieu de l'année.**
-  **La baisse des exportations a contribué à la diminution de l'excédent commercial en décembre.**
-  **L'emploi a augmenté lentement en février. La hausse marquée des emplois à temps plein est annulée partiellement par un nombre plus faible d'emplois à temps partiel.**
-  **Le taux de chômage demeure le même à 7,8 %, le taux le plus faible enregistré depuis juin 1990.**
-  **Le dollar canadien perd du terrain en février après avoir connu une reprise de courte durée.**

Indicateurs économiques mensuels clés

		Variation en % depuis		
		le mois dernier	l'an dernier	
PIB réel (En \$ 1992, milliards)	727,5	0,4	2,1	Déc.
Biens	239,2	0,7	1,6	Déc.
Services	488,4	0,3	2,3	Déc.
Indice composite	209,2	0,4	3,6	Janv.
Emplois (En milliers)	14664	0,1	3,4	Fév.
Temps plein	11955	0,5	3,3	Fév.
Temps partiel	2709	-1,7	3,5	Fév.
Chômage (En %)	7,8	7,8	8,6	Fév.
Jeunes*	14,2	13,9	15,5	Fév.
Adultes*	6,6	6,7	7,4	Fév.
Inflation mesurée par l'IPC*	0,6	1,0	1,1	Janv.
Ventes au détail (En M\$)	20,768	-0,3	0,1	Déc.
Mises en chantier (En milliers)	144,2	1,5	-5,9	Fév.
Balance commerciale* (En milliards \$)	1,550	1,762	1,563	Déc.
Exportations	28,338	-0,7	6,9	Déc.
Importations	26,788	0,0	7,3	Déc.
M&É	9,042	3,6	12,0	Déc.
Papier comm. à trois mois* (En %)	5,10	5,01	4,96	10 mars
Rendement des obligations à long terme* (En %)	5,42	5,23	5,78	12 mars
Dollar canadien* (En cents US)	65,63	66,32	70,24	10 mars

*Données en niveaux seulement - variation en % n'est pas exprimée

**Le rapport spécial du présent numéro :
«Les intentions d'investissement des secteurs public et privé»**

Les «Indicateurs économiques mensuels» (IEM) présentent, sous une forme pratique, diverses analyses et données économiques. Ils ne visent pas à interpréter ou à évaluer les politiques gouvernementales. En fait, les responsables des IEM s'efforcent de diffuser des renseignements factuels, et ce, d'une manière pertinente et équilibrée conforme aux principes économiques généralement reconnus. Tous les employés d'Industrie Canada peuvent prendre connaissance des IEM, sur support papier ou électronique. Il est aussi possible d'avoir accès aux IEM par l'intermédiaire d'Internet à http://strategis.ic.gc.ca/sc_ecnmy/mera/frndoc/03.html.



Industrie Canada
Industry Canada

Canada

INDICATEURS ÉCONOMIQUES MENSUELS

Mars 1999

TABLES DES MATIÈRES

	Page
L'économie	
<i>Les comptes économiques et les comptes financiers nationaux.....</i>	3
<i>PIB réel par industrie</i>	4
<i>Dépenses de consommation et attitudes des consommateurs.....</i>	5
<i>Investissements des entreprises dans les usines et l'équipement.....</i>	6
<i>Logement</i>	7
<i>Commerce et compétitivité.....</i>	8
Tendances du marché du travail	
<i>Emploi et chômage</i>	9
<i>Aperçu de la situation de l'industrie.....</i>	10
<i>Aperçu de la situation des provinces</i>	11
Prix et marchés financiers	
<i>Prix à la consommation et prix des produits de base</i>	12
<i>Taux d'intérêt à court terme et à long terme</i>	13
<i>Taux de change et prix des actions</i>	14
L'économie des États-Unis	
<i>Tendances de l'économie américaine</i>	15
LE RAPPORT SPÉCIAL DU PRÉSENT NUMÉRO :	
Les intentions d'investissement des secteurs public et privé	16
A venir...	
<i>Publication de données à surveiller/événements prévus</i>	18

Le présent rapport est fondé sur les données connues au 12 mars 1999. Il a été préparé par Dave Dupuis, Joseph Macaluso et Karen Smith sous la direction de Shane Williamson de la Direction de l'analyse micro-économique d'Industrie Canada. Le rapport spécial a été préparé par Karen Smith et Shane Williamson. Tous les renseignements ont été tirés de sources publiques, principalement Statistique Canada, la Banque du Canada et la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Veuillez adresser vos commentaires à Shane Williamson au 613-954-3494 ou par Internet à williamson.shane@ic.gc.ca



Les comptes économiques et les comptes financiers nationaux - 4e trimestre de 1998

La production fait un bond au quatrième trimestre...

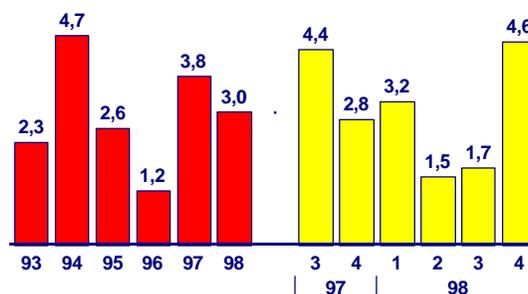
- Le PIB réel a augmenté de 4,6 % (taux annuel) au cours du quatrième trimestre de 1998, soit plus du double du taux de croissance enregistré au cours des deux trimestres précédents.
- La demande intérieure finale n'a augmenté que de 1,4 % au cours du trimestre. Les dépenses de consommation ont continué d'augmenter, bien qu'à un rythme modeste, alors que le secteur du logement s'est redressé après les pertes enregistrées au cours des trois premiers trimestres de l'année.
- L'investissement dans les M&É est demeuré vigoureux, mais le secteur de la construction non résidentielle a enregistré une baisse pour le deuxième trimestre consécutif. Les entreprises ont accru considérablement leurs stocks, ce qui a donné un regain important à la production. Les exportations nettes réelles ont augmenté pendant ce trimestre.
- Pour ce qui est des industries, l'accélération de la production au cours du quatrième trimestre a été favorisée par les reprises suivant des grèves dans plusieurs industries clés (notamment le secteur de l'automobile).
- La croissance du revenu disponible a été supérieure aux dépenses, ce qui a donné lieu à une amélioration du taux d'épargne des particuliers. Toutefois, la hausse du niveau d'endettement a fait augmenter le ratio d'endettement au revenu qui a atteint un record de 100,0 % au cours du quatrième trimestre.

...et l'année se termine sur une note positive

- Pour l'ensemble de 1998, l'économie a crû de 3,0 %, ce qui représente une baisse par rapport aux 3,8 % enregistrés en 1997.
- L'économie a créé 453 000 nouveaux emplois nets en 1998, ce qui constitue le nombre le plus élevé enregistré depuis le début de la décennie. Par conséquent, le revenu des particuliers a affiché une croissance vigoureuse de 3,8 %, soit la hausse la plus importante depuis 1995. Encore cette année, les dépenses de consommation ont diminué au cours de l'année, reflétant une baisse du taux de confiance du consommateur et l'état précaire des finances des ménages.
- Les profits des sociétés ont diminué d'environ 5 % au cours de l'année car ils ont été durement touchés par le plongeon des prix des produits de base et la faiblesse de la demande des pays d'outre-mer. La croissance vigoureuse qui s'est poursuivie des investissements des entreprises a donc été financée par les emprunts de sociétés en 1998.

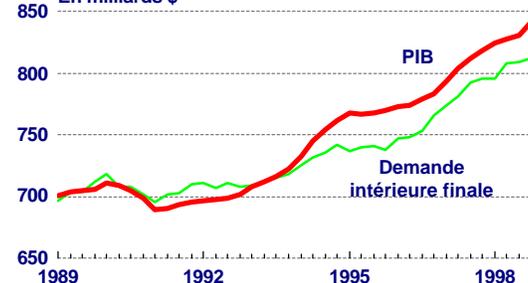
Croissance du produit intérieur brut réel

Variation en %, TAD



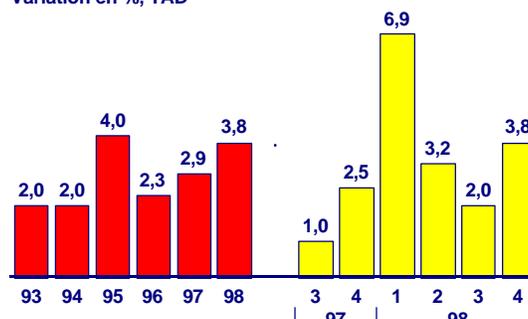
PIB et demande intérieure finale

En milliards \$

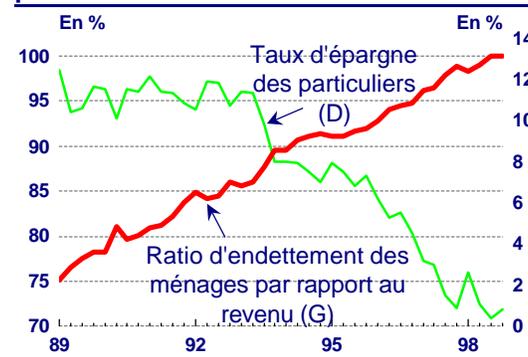


Croissance du revenu du travail

Variation en %, TAD



Taux d'endettement et d'épargne des particuliers





PIB réel par industrie

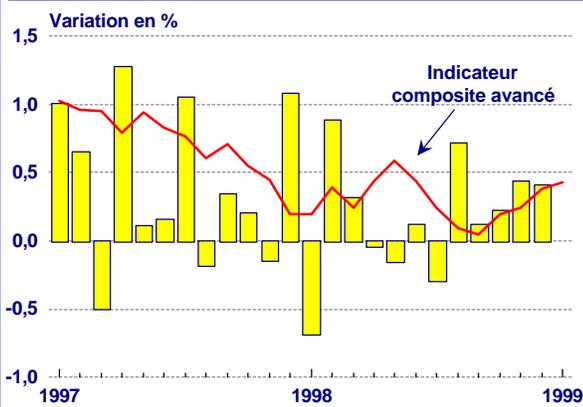
En décembre, la production continue sa progression vigoureuse pour le deuxième mois consécutif...

- En décembre, le PIB réel a augmenté de 0,4 %, fort de la solide augmentation du mois précédent. La vigueur de l'économie au cours des deux derniers mois de 1998 a été partiellement attribuable à une reprise dans plusieurs industries.

...les industries tournées vers le marché américain affichent un excellent rendement

- Dans le secteur des biens, la production s'est accrue de 0,7 % en décembre. Grâce aux industries liées à la dynamique économie des États-Unis, tout le secteur manufacturier a progressé et est responsable de près de 40 % de la hausse de décembre. Les activités dans le secteur de la construction ont également augmenté en flèche en décembre, le secteur du logement poursuivant une reprise après la faiblesse de l'été reliée aux grèves. L'industrie de l'extraction minière a affiché une hausse pour la deuxième fois consécutive grâce à de nouvelles activités dans le domaine des mines de diamant et dans l'industrie de l'extraction du pétrole et du gaz. Toutefois, compte tenu des pertes substantielles enregistrées au début de l'année, la production dans ce secteur demeure bien inférieure à son niveau de l'an dernier.
- Dans le secteur des services, la production s'est accrue de 0,3 % en décembre. Le commerce de détail a enregistré une hausse marquée - pour la onzième fois en douze mois - grâce à la vigueur des exportations dans le secteur de l'automobile, alors que le secteur des services aux entreprises a été avantagé par les efforts visant à régler le problème informatique du bogue de l'an 2000. Le secteur de la vente au détail a fléchi davantage en décembre, et n'a affiché aucune reprise depuis le printemps dernier.

PIB réel au coût des facteurs

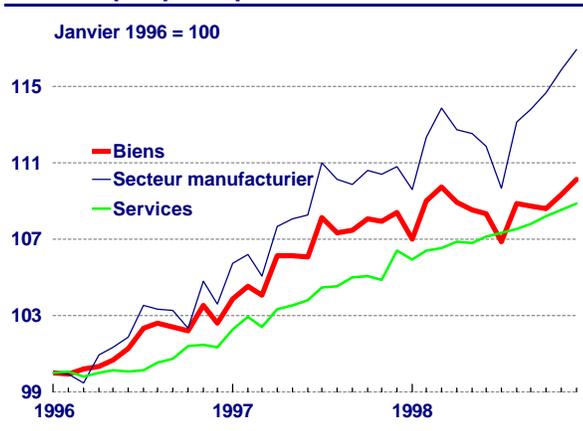


PIB réel au coût des facteurs (En \$ 1992)

Décembre 1998	En millions \$	Variation en % depuis		
		Variation mensuelle	le mois dernier	l'an dernier
Ensemble de l'économie	727 546	2 967	0,4	2,1
Secteur des entreprises	601 531	2 956	0,5	2,5
Biens	239 185	1 673	0,7	1,6
Agriculture	11 891	39	0,3	-0,1
Pêche et piégeage	634	36	6,0	-6,8
Abattage du bois et foresterie	4 654	-78	-1,6	-4,3
Exploitation minière*	26 844	181	0,7	-7,3
Sect. manufacturier	132 464	1 175	0,9	5,5
Construction	38 686	238	0,6	-0,7
Autres services publics	24 012	82	0,3	-2,0
Services	488 361	1 294	0,3	2,3
Transport et entreposage	32 791	66	0,2	-0,2
Communications	25 146	76	0,3	8,9
Commerce de gros	44 039	294	0,7	6,3
Commerce de détail	45 001	-65	-0,1	0,6
Finance et assurances	40 341	387	1,0	2,0
Agents d'ass. et agents imm.	79 387	134	0,2	1,9
Services commerciaux	42 496	388	0,9	7,5
Services gouvernementaux	42 875	29	0,1	0,3
Enseignement	40 046	-63	-0,2	-0,7
Soins de santé et services sociaux	48 509	89	0,2	0,5
Logement et alimentation	18 906	-35	-0,2	2,0
Autres	28 824	-6	-0,0	1,8

*Comprend l'exploitation des carrières, le pétrole brut et le gaz naturel

PIB réel par principal secteur





Dépenses de consommation et attitudes des consommateurs

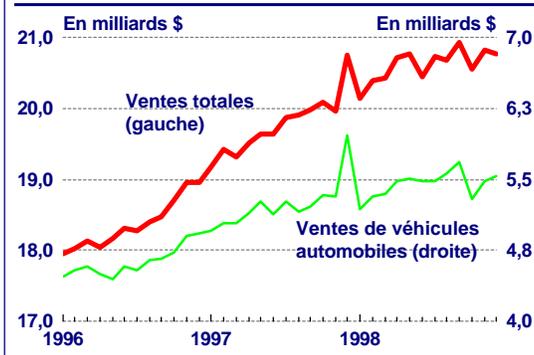
Les dépenses de consommation ont ralenti davantage au quatrième trimestre...

- La croissance des dépenses de consommation réelles a ralenti pour se situer à 0,8 % (taux annuel) au quatrième trimestre de 1998, poursuivant le ralentissement observé au troisième trimestre.
- Des achats de biens ont été effectués dans toutes les grandes catégories - biens durables, semi-durables et non durables. Le seul point positif de ce trimestre est que les dépenses au chapitre des services ont augmenté en raison d'une augmentation des voyages en avion à la suite d'une grève survenue au cours du trimestre précédent.

...en dépit d'une hausse du revenu disponible et de la confiance des consommateurs

- Le revenu disponible a augmenté de 3,5 % (taux annuel) au quatrième trimestre, en raison de l'amélioration des revenus des entreprises non constituées en société et du règlement des conflits de travail dans un certain nombre d'industries.
- Compte tenu des faibles dépenses des consommateurs et des gains importants au chapitre des revenus, le taux d'épargne a augmenté de 0,8 % au cours du trimestre, ce qui est encore très faible en fonction des normes historiques. Il se peut que le niveau élevé de la dette des ménages (qui correspond actuellement au revenu) ait contribué au fléchissement des ventes au détail au cours de la dernière moitié de 1998.
- Après avoir enregistré sa plus forte baisse de la décennie, la confiance des consommateurs s'est raffermie quelque peu au quatrième trimestre, en raison de l'amélioration sensible de la situation de l'emploi vers la fin de l'année.

Ventes au détail et ventes de véhicules automobiles totales



Ventes au détail et crédit à la consommation

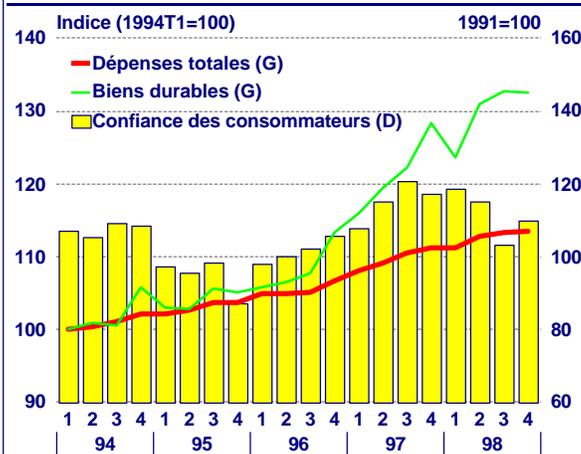
	En millions \$	Variation en % depuis	
		Décembre 1998	le mois dernier
Total - Ventes au détail	20 768	-0,3	0,1
Alimentation	4 853	-1,0	2,3
Pharmacies	1 072	-0,6	2,4
Vêtements	1 144	-3,8	1,5
Meubles	1 092	1,3	7,4
Automobiles	8 009	0,6	-4,9
Magasins de march. diverses	2 347	0,7	4,1
Tous les autres magasins	2 253	-1,6	5,0
Total excluant véhicules automobiles	15 235	-0,7	3,1
Crédit à la consommation	157 036	0,8	7,2

Dépenses de consommation réelles et situation financière des ménages

	En millions \$, TAD (à moins d'indication contraire)		1998 T3	1998 T4
	1997	1998		
Consommation réelle (En \$ 1992)	471 525	484 434	486 888	487 812
Variation en %	4,1	2,7	1,5	0,8
Biens durables	61 926	66 224	67 632	67 572
Variation en %	12,2	6,9	5,5	-0,4
Biens semi-durables	44 485	46 661	46 784	46 676
Variation en %	4,3	4,9	1,2	-0,9
Biens non durables	118 644	120 250	121 020	120 700
Variation en %	1,5	1,4	2,6	-1,1
Services	246 470	251 299	251 452	252 864
Variation en %	3,4	2,0	0,0	2,3
Revenu disponible	529 082	545 585	545 776	550 520
Variation en %	1,9	3,1	1,1	3,5
Taux d'épargne (En %)	2,2	1,2	0,4	0,8
Ratio d'endettement (En %)	97,3	99,3	99,9	100,0
Attitudes des consommateurs*	115,0	111,6	103,2	109,8

*Conférence Board du Canada

Dépenses de consommation réelles et confiance des consommateurs





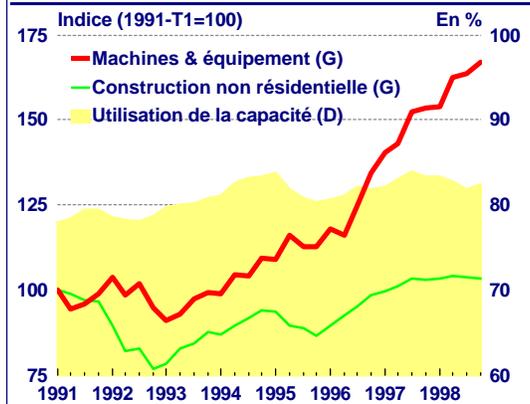
Les investissements reprennent de la vigueur au quatrième trimestre...

- Les investissements des entreprises dans les machines et l'équipement (M&É) ont enregistré des gains importants au quatrième trimestre, grâce aux achats d'ordinateurs et d'autre équipement de bureau.
- Toutefois, les activités de construction non résidentielle ont diminué au quatrième trimestre, ce qui représente une deuxième baisse consécutive. La hausse des dépenses de construction d'édifices a largement compensé la baisse des grands travaux.

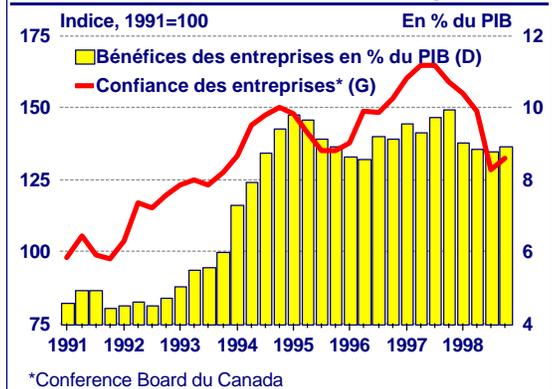
...alors que les profits des entreprises et le niveau de confiance augmentent

- Après une baisse prononcée au cours de la première moitié de l'année, les profits des entreprises ont rebondi au quatrième trimestre. Par contre, les profits d'exploitation ont diminué de 4,8 % pour l'ensemble de 1998. La faiblesse des prix des produits de base, notamment l'effondrement du prix mondial du pétrole, a constitué le principal facteur ayant influé sur les profits au cours de l'année.
- Le taux de confiance des entreprises a suivi de près la tendance des profits, se redressant au quatrième trimestre après la diminution des trois trimestres précédents.
- À l'image de la faiblesse des profits et du faible taux de confiance des entreprises, selon le sondage de Statistique Canada sur les intentions d'investissement, les dépenses en immobilisations dans les usines et le matériel baisseront probablement de 0,6 % en 1999 (dollars courants).

Investissements dans les usines et le matériel



Bénéfices et confiance des entreprises



*Conference Board du Canada

Investissements et situation financière des entreprises

En millions \$, TAD (à moins d'indication contraire)

	1997	1998	1998 T1	1998 T2	1998 T3	1998 T4
INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES						
Machines & équipement (En \$ 1992)	57 057	62 631	59 556	62 892	63 420	64 656
Variation en %	19,6	9,8	0,9	24,4	3,4	8,0
Construction non résidentielle (1992\$)	36 433	37 109	36 988	37 236	37 152	37 060
Variation en %	8,4	1,9	1,4	2,7	-0,9	-1,0
Utilisation de la capacité (En %, biens non agricoles)	83,2	82,6	83,3	82,7	81,8	82,5
Utilisation de la capacité (secteur manif.)	83,6	83,8	83,9	83,5	82,7	85,1
SITUATION FINANCIÈRE ET ATTITUDES DES ENTREPRISES						
Bénéfices d'exploitation des entreprises	110 682	105 318	107 816	98 752	99 828	114 876
Variation en %	15,2	-4,8	-25,4	-29,6	4,4	75,4
Bénéfices - Industries non financières	82 218	77 741	79 676	72 760	74 116	84 412
Variation en %	14,4	-5,4	-21,9	-30,5	7,7	68,3
Bénéfices - Industries financières	28 462	27 576	28 140	25 992	25 708	30 464
Variation en %	17,6	-3,1	-34,3	-27,2	-4,3	97,2
Crédit aux entreprises	621 420	682 926	663 186	676 193	692 331	699 997
Variation en %	8,8	9,9	9,1	8,1	9,9	4,5
Indice de la confiance des entreprises*	162,3	141,2	155,0	148,9	128,6	132,3

*Conference Board du Canada



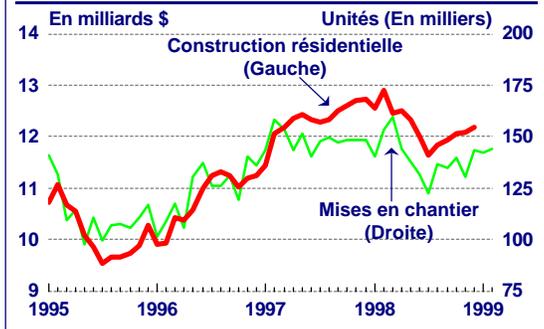
Au quatrième trimestre, les dépenses en logements neufs augmentent...

- Les investissements dans la construction résidentielle ont augmenté de 2,4 % (taux annuel) au quatrième trimestre; c'est la première hausse trimestrielle enregistrée cette année.
- Les gains importants enregistrés dans la construction de nouveaux logements et les activités de rénovation ont été partiellement compensés par des frais de mutation et de propriété plus bas qui ont fléchi après avoir affiché une croissance vigoureuse au milieu de l'année.

...et les perspectives pour 1999 sont positives dans l'ensemble

- La valeur des constructions résidentielles a légèrement diminué en 1998, mais certains signes sont encourageants pour l'année à venir. La confiance des consommateurs, bien qu'elle ne soit pas au sommet atteint récemment, est toutefois élevée, soutenue par une croissance plus élevée du revenu et des gains importants enregistrés au chapitre de l'emploi au cours des derniers mois. De plus, les taux hypothécaires demeurent bas.
- La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) rapporte que le nombre de mises en chantier a augmenté de 1,5 % en février. Toutefois, une légère hausse des taux hypothécaires a entraîné une baisse de 6,9 % des ventes de logements existants en janvier, ce qui représente la diminution la plus importante en plus d'un an. L'Association canadienne de l'immeuble prévoit que cette baisse se redressera en février.
- Selon l'enquête de Statistique Canada sur les intentions d'investissement, les dépenses de construction résidentielles devraient augmenter de 2,4 % en 1999 (dollars courants).

Activité dans le secteur du logement



Indicateurs mensuels de l'activité dans le secteur du logement

	Niveaux	Variation depuis le mois dernier	Variation depuis l'an dernier
Construction résidentielle (1) (En \$ 1992, en M; base du coût des facteurs)	12 185	0,7%	-4,2%
Permis de construction, en M\$ (2)	145 058	-7,5%	1,1%
Ventes de logements existants (2) (nombre d'unités)	16 387	-1 114	
Mises en chantier (3) (nombre d'unités)	144 200	2 200	-9 000
Terre-Neuve	600	-100	300
Île-du-Prince-Édouard	700	-500	600
Nouvelle-Écosse	4 200	1 500	200
Nouveau-Brunswick	1 600	100	1 200
Québec	21 100	-500	3 000
Ontario	60 200	5 900	6 600
Manitoba	1 400	-2 100	200
Saskatchewan	1 100	-600	-900
Alberta	20 600	-200	-5 200
Colombie-Britannique	11 800	-1 300	-13 300

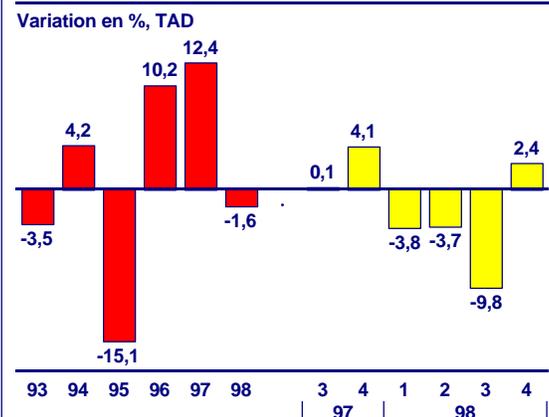
1 - Données de décembre 2 - données de janvier 3- données de février

Source : Statistique Canada, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Association canadienne de l'immeuble

Investissements réels dans les structures résidentielles

En millions \$ 1992, TAD (à moins d'indication contraire)	1997	1998	1998 T3	1998 T4
Construction résidentielle	42 385	41 703	41 012	41 256
Variation en %	12,3	-1,6	-9,7	2,4
Construction par secteur	42 229	41 547	40 856	41 100
Variation en %	12,4	-1,6	-9,8	2,4
Logements neufs	21 383	20 656	19 716	20 368
Variation en %	18,9	-3,4	-20,1	13,9
Travaux de réparation et d'amélioration	13 426	13 806	13 612	13 820
Variation en %	8,1	2,8	-5,9	6,3
Frais de propriété et de transfert	7 576	7 241	7 684	7 068
Variation en %	3,3	-4,4	16,0	-28,4

Croissance de la construction résidentielle réelle





Commerce et compétitivité

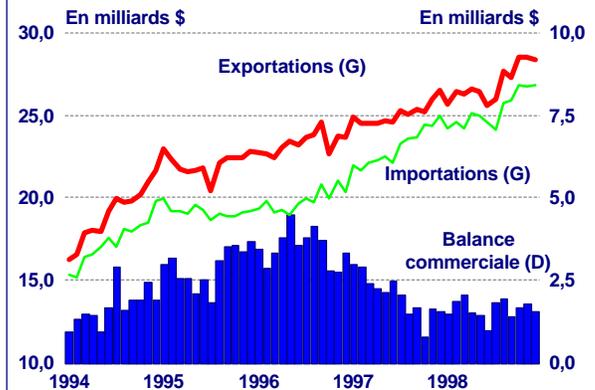
Les exportations diminuent légèrement en décembre, mais les importations demeurent vigoureuses...

- Les exportations ont légèrement augmenté en décembre. Les expéditions de biens et de matériaux industriels ont affiché une baisse marquée en raison de la stagnation des exportations de minerai, alors que les ventes de produits énergétiques a également diminué, principalement en raison d'une baisse reliée aux prix des exportations de gaz naturel.
- Les importations se sont maintenues en décembre, car les importations plus élevées de M & É ont été annulées par des baisses dans la plupart des grandes catégories. Il est à noter que les importations de produits automobiles ont diminué pour la première fois en quatre mois.
- Pour l'ensemble de l'année 1998, les importations ont augmenté de 9,8 %, pour dépasser celle des exportations (+7,4 %).

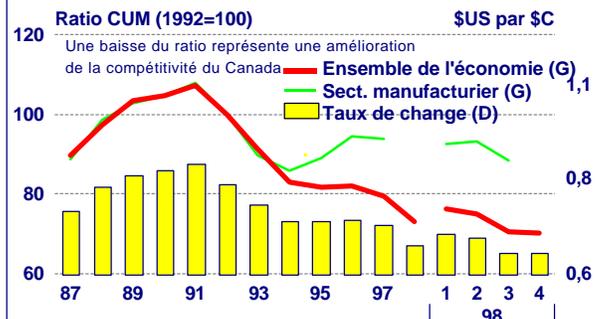
...ce qui entraîne une baisse de l'excédent commercial du Canada

- Des exportations plus faibles combinées à des importations qui se sont maintenues ont contribué au fléchissement de l'excédent commercial qui a atteint 1,6 milliard de dollars en décembre, comparativement à 1,8 milliard en novembre.
- Pour l'ensemble de l'année 1998, la balance commerciale du Canada a diminué de 5 milliards de dollars pour s'établir à 19 milliards de dollars.

Flux du commerce de marchandises et balance commerciale



Ratio des coûts unitaires de main-d'oeuvre Canada-É.-U.



Source : Calcul d'Industrie Canada basé sur des données de Statistique Canada et du Bureau of Labor Statistics des États-Unis

Commerce de marchandises

Décembre 1998	Niveaux (En millions \$)		Cumulatif à ce jour (En millions \$)		Variation (En M\$)		Variation en %	
	Novembre 1998	Décembre 1998	Janv.-déc. 1997	Janv.-déc. 1998	Nov.-déc. 1998	Nov.-déc. 1998	Déc. 1997 à déc. 1998	
Exportations	28 547	28 338	301 100	323 400	-209	-0,7	6,9	
vers les États-Unis	24 308	24 145	243 362	270 562	-163	-0,7	10,5	
Importations	26 785	26 788	276 846	303 984	3	0,0	7,3	
en provenance des États-Unis	20 845	20 876	210 802	234 178	31	0,1	9,7	
Balance commerciale	1 762	1 550	24 254	19 416	-212			
avec les États-Unis	3 463	3 269	32 560	36 384	-194			
Exportations par produit								
Produits agricoles/pêche	2 149	2 153	24 704	25 190	4	0,2	-1,9	
Produits énergétiques	1 734	1 615	26 819	23 388	-119	-6,9	-20,9	
Produits de la forêt	3 042	3 100	34 887	35 465	58	1,9	6,8	
Biens et matériaux industriels	4 721	4 611	55 602	57 356	-110	-2,3	-4,1	
Machines et équipement	6 678	6 703	67 982	78 771	25	0,4	11,2	
Produits automobiles	8 027	7 984	70 057	79 246	-43	-0,5	19,3	
Autres biens de consommation	1 107	1 095	10 649	12 484	-12	-1,1	17,5	
Importations par produit								
Produits agricoles/pêche	1 500	1 493	15 578	17 263	-7	-0,5	8,1	
Produits énergétiques	683	645	10 603	8 713	-38	-5,6	-34,8	
Produits de la forêt	217	226	2 374	2 497	9	4,1	10,8	
Biens et matériaux industriels	5 195	5 140	54 369	60 296	-55	-1,1	1,6	
Machines et équipement	8 725	9 042	91 203	101 601	317	3,6	12,0	
Produits automobiles	6 308	6 167	60 630	66 753	-141	-2,2	14,0	
Autres biens de consommation	3 133	3 140	29 591	34 553	7	0,2	15,8	



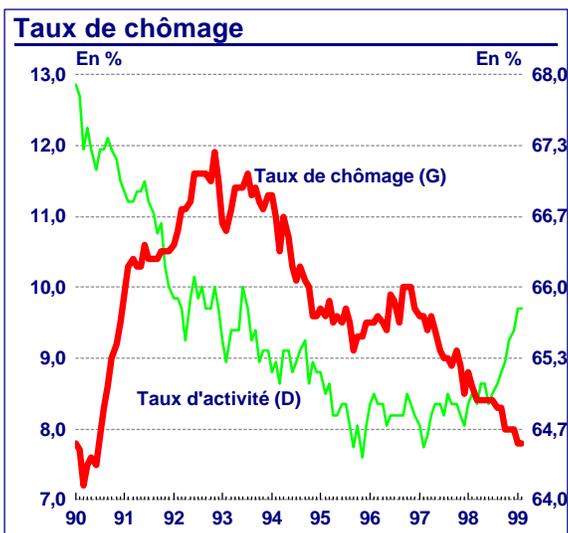
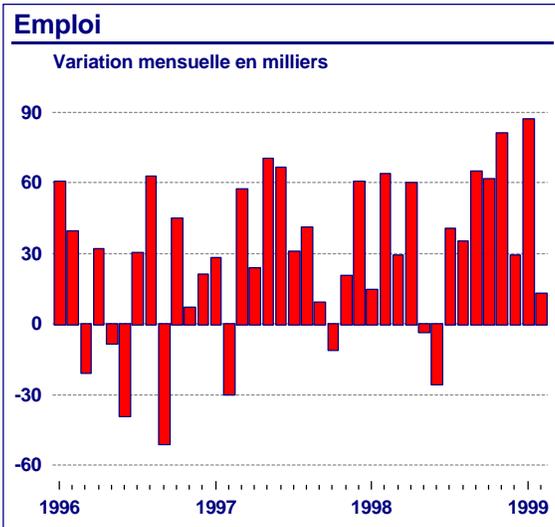
Emploi et chômage

En février, l'emploi augmente légèrement...

- En février, 13 000 emplois ont été créés, ce qui représente la huitième hausse mensuelle consécutive et la hausse la plus modeste. Cette hausse fait suite à une augmentation exceptionnelle de 87 000 emplois le mois précédent.
- Bien que les données regroupées en matière d'emploi soient demeurées à peu près les mêmes, le rapport de février sur l'emploi fait état de conditions favorables sur le marché de l'emploi. Un gain solide de 61 000 emplois à temps plein a été partiellement annulé par une diminution de 48 000 emplois à temps partiel.
- L'emploi chez les adultes a affiché une croissance vigoureuse en février. Toutefois, l'emploi chez les jeunes a baissé de 25 000, la deuxième diminution en huit mois. Pourtant, sur douze mois, l'emploi chez les jeunes a considérablement augmenté.

...mais le taux de chômage demeure le même à 7,8 %

- Les gains marqués sur le plan de l'emploi en février ont été annulés par une augmentation correspondante de la population active, le taux de chômage demeurant le même à 7,8 %.
- Les pertes d'emploi ont fait augmenter de 0,3 % le taux de chômage chez les jeunes qui s'est établi à 14,2 % en février. Le taux de chômage chez les adultes est demeuré le même qu'en janvier, soit 6,6 %, ce qui représente une baisse de 0,8 % comparativement à l'an dernier.



Tendances du marché du travail

(En milliers)	Niveaux			Variation depuis			Variation en % depuis	
	Fév. 1998	Janv. 1999	Fév. 1999	le mois dernier	l'an dernie	Cumulatif à ce jour	le mois dernier	l'an dernie
Emplois	14 188,5	14 650,8	14 664,0	13,2	475,5	100,6	0,1	3,4
Temps plein	11 572,2	11 894,2	11 955,2	61,0	383,0	145,5	0,5	3,3
Temps partiel	2 616,3	2 756,6	2 708,8	-47,8	92,5	-44,9	-1,7	3,5
Jeunes 15-24	2 052,6	2 225,0	2 199,9	-25,1	147,3	18,4	-1,1	7,2
Adultes 25+	12 135,8	12 425,8	12 464,1	38,3	328,3	82,2	0,3	2,7
Travailleurs indépendants	2 451,0	2 589,2	2 622,9	33,7	171,9	33,3	1,3	7,0
Chômage	1 341,0	1 247,9	1 248,9	1,0	-92,1	-23,3	0,1	-6,9
Taux de chômage	8,6	7,8	7,8	0,0	-0,8	-0,2		
Jeunes 15-24	15,5	13,9	14,2	0,3	-1,3	-0,2		
Adultes 25+	7,4	6,7	6,6	-0,1	-0,8	-0,2		
Population active	15 529,5	15 898,7	15 912,8	14,1	383,3	77,2	0,1	2,5
Taux d'activité	65,0	65,8	65,8	0,0	0,8	0,2		
Taux d'emploi	59,4	60,7	60,7	0,0	1,3	0,3		

TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL



Aperçu de la situation de l'industrie

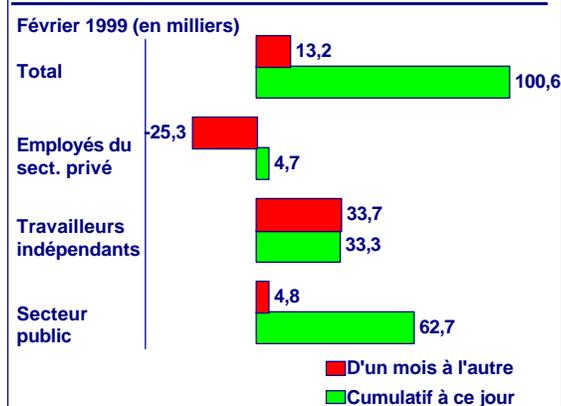
En février, les gains en matière d'emploi ont été principalement enregistrés dans les industries productrices de biens...

- En février, le nombre d'emplois a augmenté de 22 000 dans les industries productrices de biens, à la faveur des gains peu importants réalisés par tous les principaux groupes industriels. Dans la foulée de la hausse observée le mois précédent (+55 000), le nombre d'emplois s'est accru de 5 000 dans le secteur manufacturier, en février. Les secteurs primaire et des services publics ont affiché une faible progression de l'emploi d'un mois à l'autre, mais l'emploi demeure en baisse sur douze mois.
- En février, le nombre d'emplois dans les industries productrices de services a fléchi de 9 000. Le recul le plus marqué a été observé dans les services d'enseignement, où l'emploi est revenu à un niveau plus normal après avoir augmenté sensiblement en janvier. Ailleurs dans le secteur des services, l'emploi n'a guère changé.

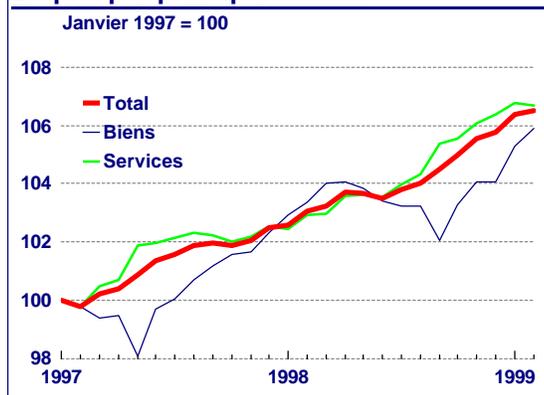
...et on a assisté à une hausse importante du travail indépendant

- Le nombre de travailleurs indépendants a augmenté de 34 000, en février, sous l'impulsion des solides gains enregistrés l'an dernier.
- Le nombre d'employés rémunérés dans le secteur privé s'est replié de 25 000 d'un mois à l'autre, alors que l'emploi dans le secteur public a légèrement progressé.

Croissance de l'emploi par catégorie de travailleurs



Emploi par principal secteur



Tendances de l'emploi dans l'industrie

(En milliers)	Niveaux			Variation depuis			Variation en % depuis	
	Fév. 1998	Janv. 1999	Fév. 1999	le mois dernier	l'an dernier	Cumulatif à ce jour	le mois dernier	l'an dernier
Biens	3 737,3	3 806,5	3 828,9	22,4	91,6	66,7	0,6	2,5
Agriculture	418,5	406,7	408,3	1,6	-10,2	-3,9	0,4	-2,4
Autres ind. primaires*	307,2	276,7	283,8	7,1	-23,4	3,8	2,6	-7,6
Services publics	125,3	112,6	120,3	7,7	-5,0	5,1	6,8	-4,0
Construction	729,1	813,4	814,1	0,7	85,0	1,0	0,1	11,7
Fabrication	2 157,1	2 197,1	2 202,4	5,3	45,3	60,7	0,2	2,1
Services	10 451,1	10 844,2	10 835,0	-9,2	383,9	33,8	-0,1	3,7
Commerce	2 129,6	2 274,2	2 278,4	4,2	148,8	37,3	0,2	7,0
Transport	722,1	742,1	742,9	0,8	20,8	12,2	0,1	2,9
FASI*	835,6	893,4	890,7	-2,7	55,1	-7,4	-0,3	6,6
Services prof./scientifiques	853,8	925,9	931,7	5,8	77,9	-4,9	0,6	9,1
Administration et gestion	478,9	501,3	505,8	4,5	26,9	18,7	0,9	5,6
Enseignement	934,7	976,5	950,4	-26,1	15,7	11,1	-2,7	1,7
Soins de santé/assist. sociale	1 416,0	1 436,0	1 440,9	4,9	24,9	-49,8	0,3	1,8
Information, culture, loisirs	631,1	647,2	641,8	-5,4	10,7	-1,5	-0,8	1,7
Hébergement et restauration	937,8	929,2	927,2	-2,0	-10,6	-5,3	-0,2	-1,1
Autres services	719,8	748,7	749,5	0,8	29,7	17,6	0,1	4,1
Administration publique	791,8	769,6	775,6	6,0	-16,2	5,7	0,8	-2,0

* Autres industries primaires : foresterie, pêche, extraction minière et extraction de pétrole et de gaz; transport : entreposage; FASI : finance, assurances, services immobiliers et services de location à bail

TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL



Aperçu de la situation des provinces

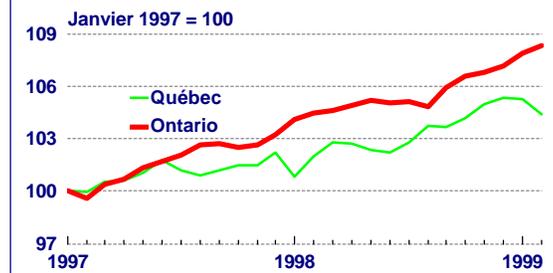
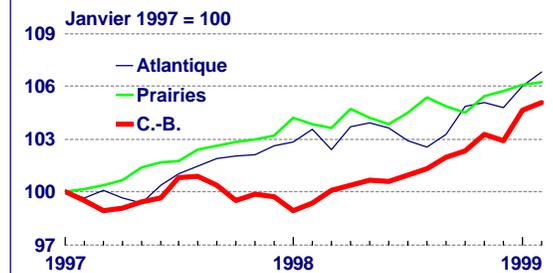
L'Ontario et la Colombie-Britannique ont été la principale source de la croissance de l'emploi, en février...

- En février, l'emploi a crû dans six des dix provinces, à la faveur des gains réalisés par l'Ontario (+23 000) et la Colombie-Britannique (+8 000). L'Alberta et Terre-Neuve ont aussi connu une solide croissance de l'emploi d'un mois à l'autre.
- Le nombre d'emplois nets a fléchi de 30 000 au Québec, à cause de la faiblesse observée dans les secteurs du commerce et de l'administration publique. Il s'est également replié au Manitoba et au Nouveau-Brunswick, mais il n'a guère changé ailleurs.

...mais le taux de chômage s'est maintenu solidement ou a augmenté dans la plupart des provinces

- Terre-Neuve et l'Île-du-Prince-Édouard ont été les deux seules provinces à connaître une baisse du taux de chômage, en février. Fait à noter, à Terre-Neuve, le taux de chômage a diminué de 2,1 points de pourcentage pour s'établir à 15,5 %, son niveau le plus bas observé en huit ans.
- En Nouvelle-Écosse, le taux de chômage a progressé de 0,5 point pour atteindre 10,5 %, la faible hausse de l'emploi étant plus que contrebalancée par l'augmentation marquée de la population active.
- Les tendances relativement stables du marché du travail ont fait en sorte que le taux de chômage est demeuré inchangé ou s'est accru légèrement dans les autres provinces.

Évolution de l'emploi dans les régions



Taux de chômage -- Février 1999



Tendances de l'emploi et du chômage dans les provinces

	Emplois (En milliers)				Taux de chômage (en %)		
	Niveaux Février 1999	Variation depuis le mois dernier (En milliers) — En %	Variation depuis l'an dernier (En milliers) — En %	Niveaux	Variation depuis le mois dernier	Variation depuis l'an dernier	
Canada	14 664,0	13,2 0,1	475,5 3,4	7,8	0,0	-0,8	
Terre-Neuve	209,1	7,1 3,5	13,8 7,1	15,5	-2,1	-2,1	
Î.-P.-É.	62,1	1,4 2,3	1,9 3,2	14,9	-1,5	1,3	
Nouvelle-Écosse	409,1	0,2 0,0	-0,3 -0,1	10,5	0,5	-0,1	
Nouveau-Brunswick	336,2	-1,4 -0,4	15,7 4,9	11,3	0,0	-1,5	
Québec	3 366,7	-29,7 -0,9	77,0 2,3	10,0	0,2	-0,7	
Ontario	5 767,0	22,8 0,4	203,4 3,7	6,6	0,0	-1,0	
Manitoba	551,9	-2,1 -0,4	10,5 1,9	5,6	0,0	-0,2	
Saskatchewan	477,8	0,0 0,0	-4,1 -0,9	6,6	0,1	1,0	
Alberta	1 550,5	7,0 0,5	52,5 3,5	5,8	0,1	0,4	
C.-B.	1 933,7	8,0 0,4	105,1 5,7	8,1	0,0	-1,7	



Prix à la consommation et prix des produits de base

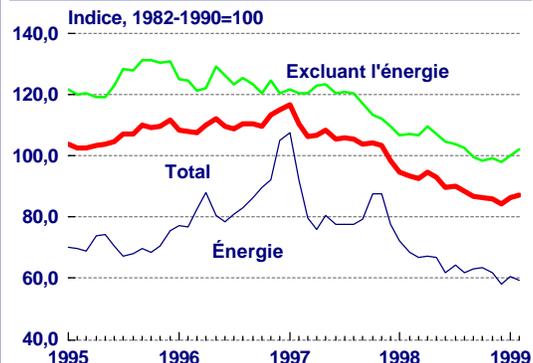
L'inflation a fléchi, en janvier...

- Après s'être chiffré en moyenne à 0,9 % en 1998, le taux d'inflation d'une année à l'autre mesuré par l'IPC est tombé à 0,6 %, en janvier. Le niveau moyen des prix dans les quatre provinces de l'Atlantique est en baisse sur douze mois.
- Comparativement à l'an dernier, les prix des services téléphoniques, de l'essence et des autres carburants se sont repliés sensiblement. Cependant, ce recul a été plus que contrebalancé par la hausse des prix des aliments, du gaz canalisé et de la télévision par câble. L'augmentation des frais de scolarité et des impôts fonciers a aussi contribué à la progression d'une année à l'autre de l'IPC.
- Le taux d'inflation de « base » -- excluant les composantes instables que sont les aliments et l'énergie ainsi que l'incidence des impôts indirects -- est tombé à 1,0 %, en janvier, soit à la limite inférieure de la fourchette cible de 1 à 3 %, établie conjointement par la Banque du Canada et le ministère des Finances.

...mais les prix des produits de base ont peut-être touché leur creux

- En janvier et en février, les prix des produits de base ont augmenté de 3,6 % dans l'ensemble, mais ils demeurent forts en baisse d'une année à l'autre.
- Les prix des produits industriels se sont repliés de 0,3 % (sur douze mois), en janvier. Et, sans le faible dollar canadien -- qui exerce des pressions à la hausse sur les prix fixés en dollars US -- les prix à la production auraient fléchi de 2,0 %.

Prix des produits de base (\$ US)

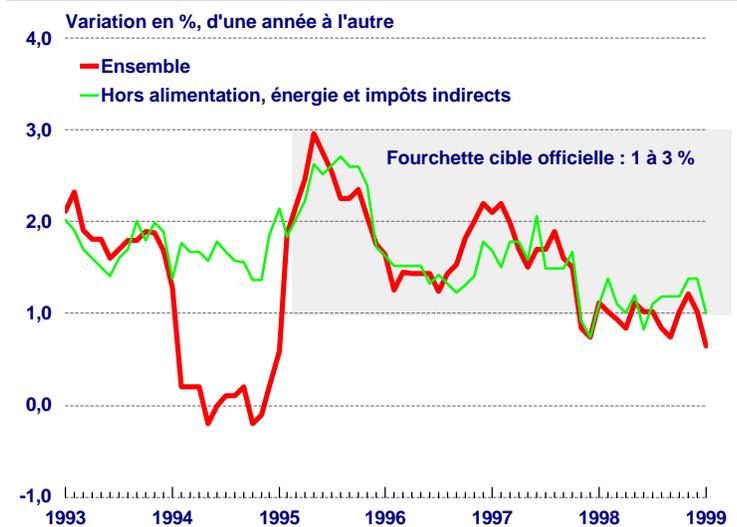


Prix à la consommation

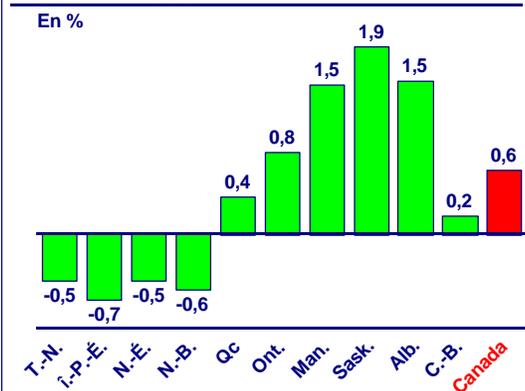
Janvier 1999

	Variation en % depuis		
	Indice (1992=100)	le mois dernier	l'an dernier
IPC - Ensemble	108,9	0,2	0,6
Alimentation	111,1	1,3	1,3
Logement	104,5	0,1	1,1
Équipement du ménage	107,9	0,1	-0,6
Habillement et chaussures	103,7	1,1	0,8
Transport	120,2	-0,1	-0,9
Santé et soins personnels	109,0	0,2	1,9
Loisirs, formation et lecture	115,5	-0,9	1,3
Alcool et tabac	93,7	0,3	3,5
IPC hors alimentation et énergie	110,5	0,0	1,0
Énergie	103,1	0,2	-3,3
Prix des produits de base (février)			
Indice, 1982-1990=100	87,2	1,0	-6,7
Excluant l'énergie	102,1	2,1	-4,6
Énergie	59,3	-2,3	-13,3

Indice des prix à la consommation



Inflation mesurée par l'IPC, par province - Janvier 1999



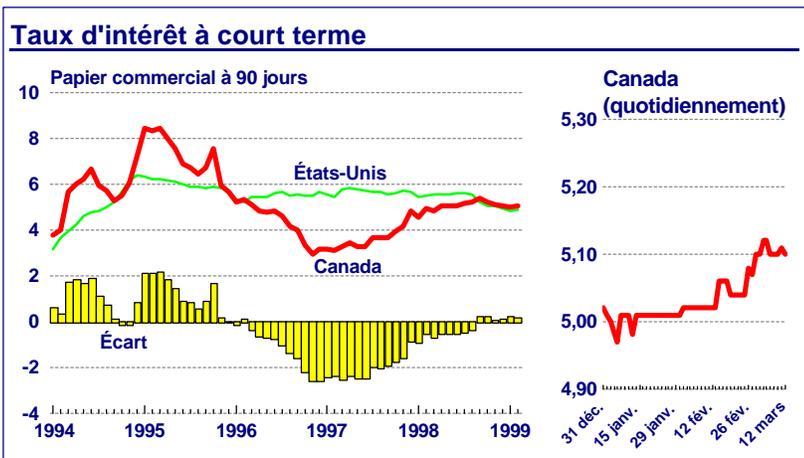


Le rendement des obligations a augmenté, en février...

- À la fin de février, les taux à long terme ont progressé légèrement, dans la foulée de la publication d'une série de rapports économiques indiquant que la croissance était plus vigoureuse que prévu en Amérique du Nord. Le rendement des obligations canadiennes se chiffrait à 5,43 % à la fin du mois -- en hausse de 20 points de base par rapport au taux observé à la clôture en janvier -- et a atteint un sommet le 4 mars, soit 5,57 %, le niveau le plus élevé enregistré depuis le début de novembre.
 - Comme la liquidation sur le marché obligataire a été plus marquée aux États-Unis, les taux longs canadiens ont glissé sous les taux américains à la fin de février (pour la première fois depuis juillet).
- La vigoureuse économie américaine a aussi attisé les craintes d'un relèvement des taux d'intérêt à court terme par la Réserve fédérale, ce qui exercerait des pressions à la hausse sur les taux courts canadiens.

...mais la tendance s'est renversée en mars, à la faveur de l'atténuation des craintes inflationnistes

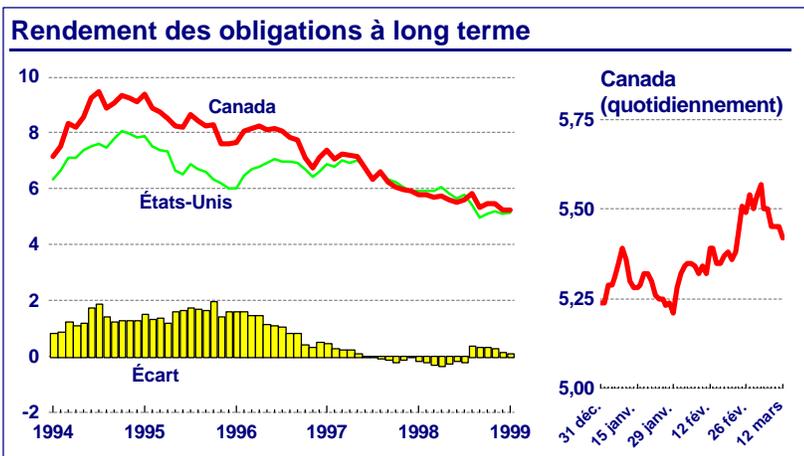
- La publication de deux séries de données clés aux États-Unis au début de mars -- indiquant une faible hausse de l'emploi en février et une croissance modeste des salaires -- a atténué les inquiétudes à l'égard des pressions inflationnistes et apaisé les craintes d'une hausse des taux américains. Le rendement des obligations des deux côtés de la frontière a fléchi quelque peu, dans la foulée.



Principaux taux du marché monétaire

(fin de période)	Papier commercial à 90 jours	Écart vis-à-vis les É.-U.	Rendement des obligations à long terme	Écart vis-à-vis les É.-U.
1997	4,80	-0,85	5,95	0,02
1998	5,02	0,09	5,23	0,14
1998 Sept.	5,38	0,19	5,32	0,34
Oct.	5,22	0,19	5,45	0,32
Nov.	5,09	0,02	5,47	0,28
Déc.	5,02	0,09	5,23	0,14
1999 Janv.	5,01	0,19	5,23	0,09
Fév.	5,04	0,16	5,43	-0,08
12 mars	5,10	0,22	5,45	-0,11

Un écart positif indique que les taux canadiens sont supérieurs à leurs pendants américains.



Principaux taux débiteurs

(fin de période)	Taux d'escompte	Taux préférentiel	Hypothèque à un an	Hypothèque à cinq ans
1997	4,50	6,00	6,65	7,05
1998	5,25	6,75	6,20	6,60
1998 Sept.	5,75	7,25	6,75	7,15
Oct.	5,50	7,00	6,50	6,75
Nov.	5,25	6,75	6,40	7,15
Déc.	5,25	6,75	6,20	6,60
1999 Janv.	5,25	6,75	6,40	6,90
Fév.	5,25	6,75	6,40	6,90
10 mars	5,25	6,75	6,60	7,15

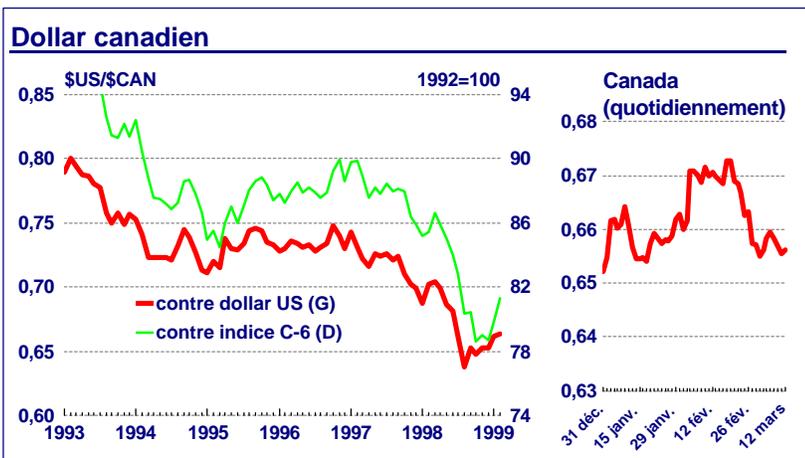


Le marché boursier a connu une mini-reprise en mars...

- Après un mois de janvier relativement calme, le TSE 300 a perdu 6,2 % de sa valeur en février, les craintes d'une majoration des taux d'intérêt par la Réserve fédérale minant les prix des actions des deux côtés de la frontière. Cependant, la publication de données indiquant une augmentation plus faible que prévu des salaires aux États-Unis a entraîné un solide redressement du TSE 300, qui a progressé de 2,3 % le 5 mars uniquement. Le 12 mars, le TSE 300 avait atteint un niveau supérieur de 3,9 % à celui observé à la clôture en février.

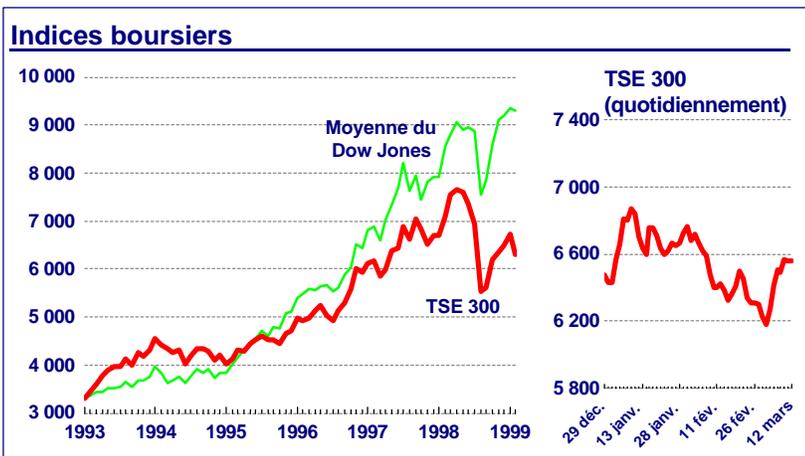
...pendant que le dollar canadien se repliait après avoir franchi la barre des 67 cents US

- Après avoir fluctué près des 66 cents US pendant la majeure partie du mois de janvier, le dollar canadien a bondi au début de février, pour franchir la barre des 67 cents US pour la première fois depuis juillet et atteindre un sommet de 67,27 cents US le 19 février.
- À la fin de février, toutefois, la majoration de plus en plus attendue des taux américains a exercé d'importantes pressions à la baisse sur le dollar canadien. À l'ouverture, en mars, le dollar s'est replié de plus de 1,5 cent par rapport à son sommet atteint en février. L'apaisement des craintes d'un relèvement des taux d'intérêt a depuis accordé un certain répit au taux de change.



Le dollar canadien

(clôture)	\$US c. \$CAN	Indice c. C-6 (1992=100)	Mark all. c. \$CAN	Yen c. \$CAN
1997	0,6991	85,87	1,247	90,87
1998	0,6522	78,71	1,082	75,91
1998 Sept.	0,6531	80,45	1,117	88,38
Oct.	0,6481	78,57	1,060	78,10
Nov.	0,6523	79,02	1,093	78,17
Déc.	0,6522	78,71	1,082	75,91
1999 Janv.	0,6618	79,83	1,110	74,58
Fév.	0,6632	81,33	1,166	77,81
12 mars	0,6563			



Principaux indices boursiers

	Variation en % depuis		
	Clôture - Février	le mois dernier	l'an dernier
TSE 300	6 313	-6,2	-11,0
Pétrole et gaz	4 047	-8,4	-38,1
Métaux et minéraux	3 034	0,1	-24,1
Services publics	7 621	-6,9	12,2
Papiers et produits de la forêt	3 496	-3,3	-21,8
Entreprises de distribution	5 312	-3,4	-9,4
Services	8 044	-6,6	-11,5
Financiers	5 326	-6,0	-17,8
Coefficient de capitalisation des résultats*	23,7	-2,6	-4,7
S&P 500	1 238	-3,2	18,0
Dow Jones	9 307	-0,6	8,9

*les colonnes 2 et 3 reflètent des changements de niveau



Tendances de l'économie américaine

L'économie américaine a terminé 1998 avec plus de force que prévu...

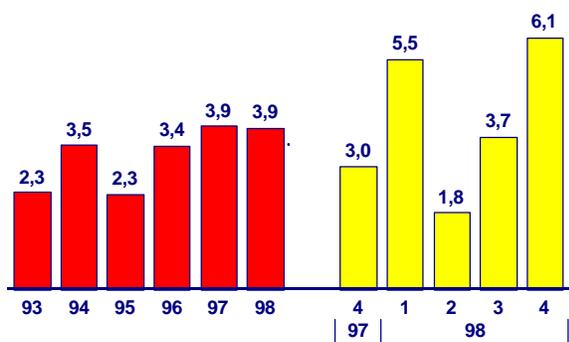
- Les estimations préliminaires révèlent que le PIB réel aux États-Unis a bondi de 6,1 % au quatrième trimestre de 1998, soit un demi-point de pourcentage de plus que ce que prévoyait l'estimation avancée et le plus vigoureux rythme de croissance trimestriel observé au cours de la présente décennie. La révision à la hausse s'explique principalement par la réduction du déficit commercial officiel. Pour l'ensemble de l'année, le PIB réel a crû de 3,9 %, tout comme en 1997 (c'est le taux de croissance le plus élevé enregistré depuis 1984).
- De plus, la productivité du travail dans le secteur des entreprises a augmenté de 4,8 % (taux annuel) au dernier trimestre de 1998, soit le rythme le plus rapide observé depuis 1992. Pour l'ensemble de l'année, elle s'est accrue de 2,4 %, en hausse sensiblement par rapport à l'augmentation de 1,5 % enregistrée en 1997.

...mais la publication récente de certaines données a atténué les attentes d'une majoration des taux

- En février, le nombre d'emplois rémunérés a augmenté de 275 000 aux États-Unis, après avoir progressé de 217 000 en janvier. La hausse observée en février a été moins importante que prévu, à cause notamment du fléchissement de l'emploi dans le secteur manufacturier (-50 000). Pour sa part, le taux de chômage s'est accru de 0,1 point de pourcentage pour atteindre 4,4 % -- il demeure néanmoins très faible historiquement.
- Les salaires horaires ont crû de 0,1 %, en février, soit une hausse beaucoup moins élevée que celle à laquelle on s'attendait (0,3 %). La légère augmentation des salaires, conjuguée à la croissance moins importante que prévu de l'emploi, a grandement apaisé les craintes d'une majoration des taux d'intérêt par la Réserve fédérale en vue de lutter contre les pressions inflationnistes. Dans la foulée, les prix des actions ont grimpé en flèche aux États-Unis au cours des deux premières semaines de mars, le Dow Jones, à la clôture le 12 mars, se chiffrant à peine à plus de 100 points de la barre des 10 000 points.

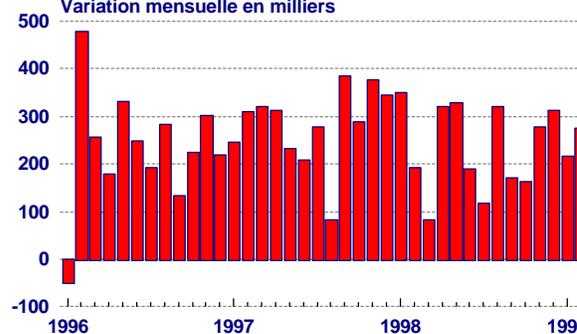
Croissance du PIB réel aux États-Unis

Variation en %, TAD



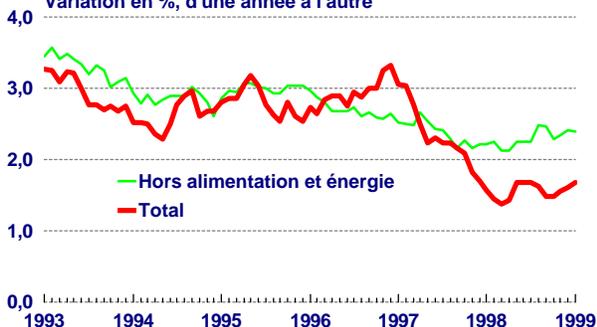
Évolution de l'emploi dans le secteur non agricole aux États-Unis

Variation mensuelle en milliers



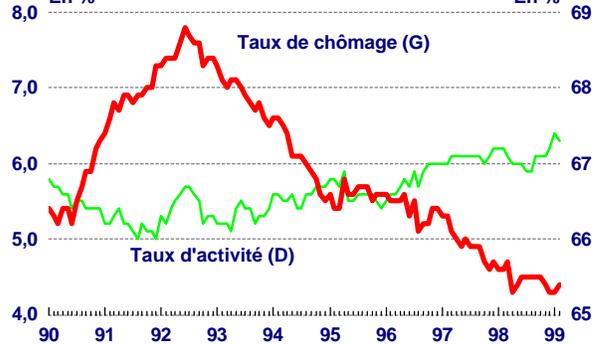
Hausse des prix à la consommation aux États-Unis

Variation en %, d'une année à l'autre



Taux de chômage et d'activité aux États-Unis

En %





Les intentions d'investissement des secteurs public et privé

Les dépenses en capital devraient fléchir légèrement en 1999...

- Selon l'enquête semestrielle de Statistique Canada sur les perspectives d'investissement, les dépenses en capital des secteurs privé et public pour ce qui touche les usines et l'équipement (U&É) devraient se replier de 0,6 % en 1999 pour se chiffrer à 122,3 milliards de dollars.
 - Si cette prévision se réalise, ce sera la première fois en cinq ans que les dépenses en capital diminueront. Pendant cette période, les investissements dans les U&É ont augmenté en moyenne de 5,4 % par année.

- Les investissements dans la construction non résidentielle devraient progresser de 2,1 % en 1999, après avoir fléchi légèrement en 1998.

- Cependant, les investissements dans les machines et l'équipement (M&É) devraient baisser de 2,5 % cette année.

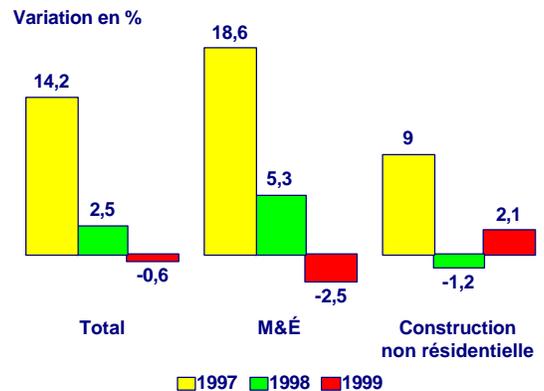
...dans la foulée de la réduction des achats de véhicules par les entreprises de crédit-bail et du ralentissement de l'activité dans le secteur pétrolier

- Le fléchissement des investissements dans les M&É s'explique principalement par la diminution du nombre de véhicules automobiles que les entreprises de financement prévoient acquérir pour la location à bail en 1999. Renversant la tendance observée ces dernières années, les fabricants d'automobiles devraient se concentrer sur la vente plutôt que sur la location de véhicules automobiles cette année.

- Excluant les industries du financement aux entreprises et à la consommation, les investissements prévus dans les M&É seraient stables d'une année à l'autre.

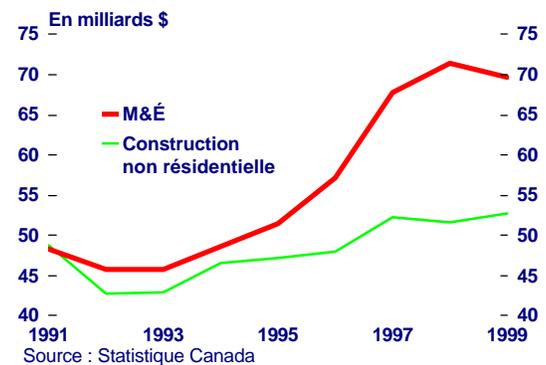
- Les entreprises de communication devraient poursuivre leurs investissements dans les nouvelles technologies. Toutefois, le repli marqué des cours du pétrole a mené à la deuxième réduction consécutive de l'envergure des projets de dépenses en capital dans l'industrie du pétrole brut et du gaz naturel.
- Les projets d'investissement des fabricants en 1999 sont pratiquement inchangés par rapport à l'an dernier, après six années consécutives d'augmentation.
- Les investissements des administrations publiques devraient, pour leur part, croître pour une deuxième année d'affilée, sous l'impulsion de l'augmentation des dépenses aux niveaux municipal et fédéral.

Investissements privés et publics : Perspectives (Usines et équipement)



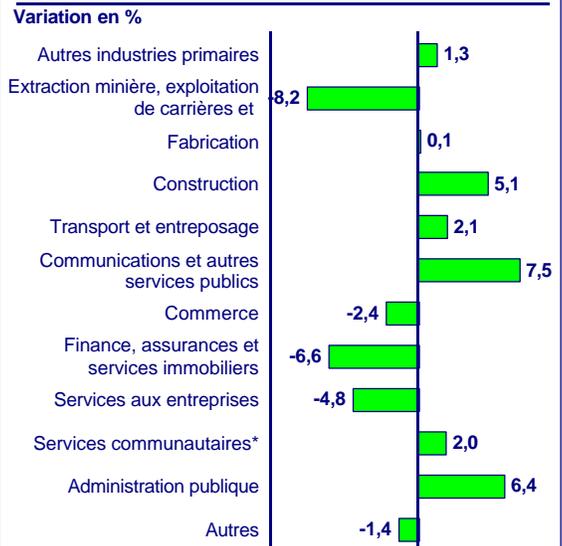
Source : Statistique Canada

Investissements en capital : Perspectives



Source : Statistique Canada

Investissements par industrie en 1999 : Perspectives (Usines et équipement)



Source : Statistique Canada

*Services d'enseignement, soins de santé et services sociaux



Les intentions d'investissement des secteurs public et privé

Cette année, la région de l'Atlantique arrivera en tête au chapitre de la croissance des dépenses en capital du secteur privé...

- Pour la deuxième année consécutive, les provinces de l'Atlantique devraient dépasser les autres régions pour ce qui est de la croissance des investissements du secteur privé, en 1999.
 - Au Nouveau-Brunswick, l'augmentation des dépenses prévues dans le secteur manufacturier, le secteur des transports et celui des communications et des autres services publics alimentera la hausse globale. La croissance des investissements à Terre découle principalement des projets des industries de l'extraction minière, de l'exploitation des carrières et des puits de pétrole.
- Les investissements du secteur privé dans les U&É progresseront également au Québec, cette année. Toutes les autres provinces devraient connaître un recul à ce chapitre.
- Dans les provinces de l'Ouest, le ralentissement des investissements sera concentré dans les industries primaires, particulièrement l'extraction minière, l'exploitation des carrières et les puits de pétrole.

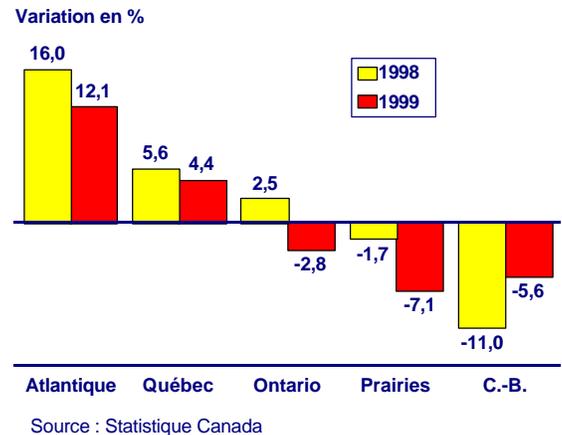
...mais le marché du logement devrait être plus actif en Ontario

- En 1999, les investissements dans le logement devraient croître de 2,4 %, et ils devraient être particulièrement vigoureux en Ontario et en Nouvelle-Écosse. L'activité dans le sous-secteur de la rénovation intervient pour près de la moitié de l'augmentation totale des dépenses prévues cette année.
- Seules les provinces de l'Alberta et de la Colombie-Britannique s'attendent à connaître une baisse de l'activité dans la construction résidentielle. Dans le cas de l'Alberta, ce temps d'arrêt fait suite à trois années de très vigoureuse croissance de l'activité. Le repli marqué prévu de l'activité en Colombie-Britannique, toutefois, reflète la situation économique généralement atone dans cette province.

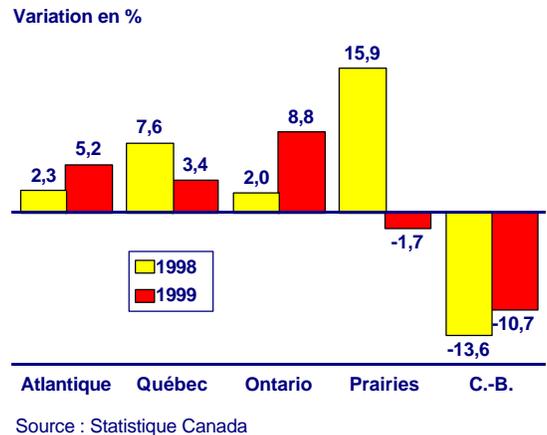
Les investissements du secteur privé augmenteront dans la plupart des provinces

- À l'échelle nationale, les investissements publics devraient progresser pour une deuxième année consécutive.
- Tout comme dans le secteur public, les investissements devraient s'accroître dans les industries des communications et des autres services publics et des transports.
- Les projets de dépenses actuels semblent indiquer que les investissements du secteur public connaîtront une hausse dans toutes les régions, sauf au Québec (qui a enregistré une très importante augmentation l'an dernier).

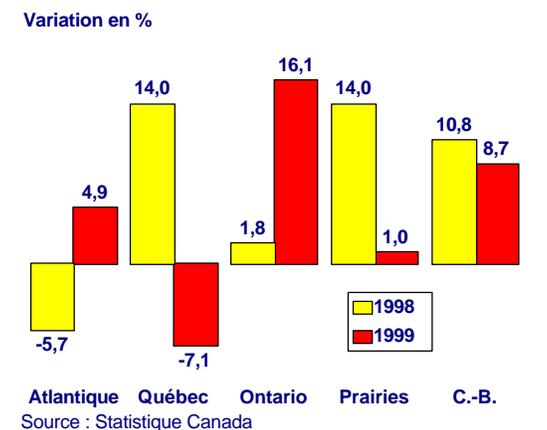
Investissements du secteur privé : Perspectives (U&É) Ventilation par région

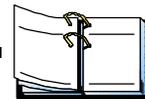


Investissements dans le logement : Perspectives Ventilation par région



Investissements du secteur public : Perspectives Ventilation par région





Publication de données à surveiller/Événements prévus

CANADA

Enquête sur le secteur de la fabrication - Janvier	16 mars	
Commerce international - Janvier	18 mars	
Indice des prix à la consommation - Février	19 mars	
PIB au coût des facteurs - Janvier	31 mars	
Enquête sur la population active - Mars	9 avril	
Enquête sur la situation des entreprises - Avril	4 mai	
Statistiques financières sur les entreprises - 1er trimestre 1999		26
mai		
Taux d'utilisation de la capacité industrielle - 1er trimestre 1999	7 juin	
Comptes économiques et comptes financiers nationaux - 1er trimestre 1999	10 juin	
Balance des paiements, 1er trimestre 1999	10 juin	

ÉTATS-UNIS

Indice des prix à la consommation - Février	18 mars
Commerce international - Janvier	18 mars
Comité de l'open market du Système fédéral de réserve - Réunion ..	30 mars
PIB - 4e trimestre 1998, données finales	31 mars
Situation de l'emploi - Mars	2 avril

Nota : Les IEM de mars sont fondés sur les données connues au 12 mars 1999.

